



Liège, Le 17 décembre 2021

## **Les enseignants de la Haute École de la Province de Liège en grève**

Les difficultés s'accumulent à la Haute École de la Province de Liège. Une gestion peu transparente de la part de l'employeur, un carcan budgétaire étriqué alloué par la Fédération Wallonie Bruxelles, un défaut d'infrastructures adaptées et l'austérité budgétaire imposée à la Province de Liège mettent en péril l'encadrement pédagogique des étudiants.

### **Un contrôle démocratique embryonnaire**

La situation est particulièrement préoccupante sur le site du quai du Barbou et du quai G. Kurth. Le cadre enseignant y reste beaucoup trop faible en comparaison de l'accroissement important et constant de la population étudiante. S'ajoutent les tâches administratives nouvelles, toujours plus nombreuses et complexes qui tendent à diluer les moyens dédiés à la qualité pédagogique des cursus. Il est évident que les moyens qui auraient dû être employés pour favoriser le travail devant la classe ne sont pas arrivés à destination. À ce sujet, l'autorité de la Haute école communique de manière tardive et sommaire sur ses choix concernant l'allocation des ressources à sa disposition. Aurait-elle quelque chose à cacher ? Pourquoi brider le contrôle démocratique d'une institution publique ?

### **Cadences infernales**

Le déficit d'enseignants dans les cursus de kinésithérapie et d'ergothérapie est évident. Ce grave sous-effectif conduit inévitablement à une surcharge de travail. La crise du Covid n'a fait que mettre un coup de projecteur sur la fragilité du Département comme elle a mis en lumière celle du personnel soignant, eux aussi en sous-effectif depuis des années par la suite d'une austérité injustifiée. Comment encadrer chaque étudiant dans ces conditions ? Comment organiser les apprentissages pour que tous puissent réussir ?

### **Bâtiments inadaptés et vétustes**

Les bâtiments et les locaux ne sont plus adaptés. Ils sont devenus exigus et provoquent une surpopulation dans les classes. Les solutions mises en œuvre par l'administration sont problématiques : 8 sites différents accueillent aujourd'hui les étudiants, contraints à de laborieux déplacements. Et comme dans beaucoup d'écoles, le chauffage tombe régulièrement en panne faute de moyens pour le réparer

durablement. Les inondations de nos vallées ont détruit l' « annexe » du quai du Barbou, mettant au jour des infrastructures insuffisantes et aggravant les difficultés organisationnelles. Le matériel est manquant ou obsolète. La cure d'austérité imposée au budget provincial est-elle pertinente ?

### **Contre le fatalisme !**

La CGSP-Enseignement liste 4 revendications à l'attention de la Province de Liège.

1. Celle-ci doit apporter un renfort d'au moins 4 enseignants à temps plein au sein du Département en souffrance pour couvrir le 2<sup>e</sup> quadrimestre de l'année académique en cours (les 6 temps plein octroyés fin octobre 2021 sont insuffisants). Cet effort devra être maintenu les prochaines années jusqu'à ce que les conditions de travail soient acceptables.
2. Elle doit garantir la transparence concernant la répartition des charges de travail au sein de la HEPL.
3. Ensuite, nous sollicitons notre hiérarchie pour réclamer avec fermeté auprès des ministres Glatigny (en charge de l'enseignement supérieur) et Daerden (en charge du budget) la sortie du carcan budgétaire consacré à l'enseignement Supérieur.
4. Pour terminer, nous insistons sur la nécessité d'un enseignement de qualité et nous l'engageons à augmenter son budget enseignement et refuser l'austérité.

C'est dans un esprit combatif que les enseignants décident d'une mesure radicale, qui leur coûte, et s'arrêtent volontairement de travailler pour protester contre ce qu'ils considèrent comme un abandon programmé des services publics, injustifiable à l'aune des crises que nous traversons.

Philippe NAIME

Secrétaire du sous-secteur Province

CSGP Liège-Enseignement